

par Dominique  
Quinio

# L'Europe à contretemps

**Les pays européens n'ont pas trouvé d'accord sur l'avenir de l'aide alimentaire aux plus pauvres** **P. 4**

L'Europe, décidément, avance à contretemps. Déjà, sur la crise financière qui affaiblit certains pays membres et bouscule la cohésion de l'Union, on a déploré force retards et tergiversations. Voilà que les ministres de l'agriculture de l'UE n'ont pas réussi, hier, à se mettre d'accord pour soutenir le programme d'aide alimentaire

aux pauvres, soit 480 millions d'euros qui permettent de secourir 13 millions d'Européens par l'intermédiaire de nombreuses associations (en France, les Restos du cœur, la Croix-Rouge, le Secours populaire et la Fédération des banques alimentaires).

Le dispositif avait vieilli. Né en 1987, il avait vocation à redistribuer les excédents agricoles produits sur le territoire européen. Il n'y a plus d'excédents et l'aide accordée provient désormais de denrées alimentaires achetées avec les fonds de la politique agricole commune (PAC). Juridiquement, cela n'a pas de sens : ce n'est plus de la politique agricole. Sans doute fallait-il trouver un autre montage. Mais le compromis, censé permettre de trouver une solution-relais, n'a pas été atteint, butant sur une objection de fond : certains États membres jugent que de tels dispositifs sociaux doivent émaner de chacun des pays et non de l'Europe.

On ne pouvait pas choisir plus mauvais

moment pour afficher cette impasse : englués dans la crise de la dette, les gouvernements adoptent des budgets de rigueur et les plus pauvres sont les plus touchés quand sont fragilisés les filets sociaux et qu'augmente le chômage. Il est vraiment navrant que les instances européennes n'aient pas su préparer la transition, mettant gravement en danger l'action des associations. Celles-ci, soutenues par leurs gouvernements, auraient dû sans doute anticiper sur l'échéance (elles ont des idées pour cela : nouer des accords avec les grands groupes agroalimentaires, rationaliser le recueil et la distribution de denrées...), mais cela demande du temps.

Si se préoccuper du sort des citoyens européens qui ne peuvent se nourrir convenablement n'est pas du ressort de l'Union, si la solidarité des Vingt-Sept ne s'incarne pas en actes, alors il y a du souci à se faire pour l'avenir de l'Europe, pour son image auprès de ceux qui veulent toujours croire en elle.